

COMITE AFRIQUE DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Niamey- Niger 17-18 mars 2013

« *Soutenir la paix, la démocratie et la sécurité au Sahel* »

Intervention de Madame Chantal KAMBIWA,

Vice-Présidente de L'Internationale Socialiste

Cher (e)s ami (e)s, chers camarades, j'aimerais à mon tour féliciter M. Emmanuel Golou, pour son élection à la tête du Comité Afrique de notre organisation, l'IS ; j'aimerais également féliciter M. Ibrahim Ibrahim qui va l'appuyer dans cette responsabilité, entant vice-président de ce comité, poste que nous avons intégré dans nos textes, lors de la réforme de nos statuts avant la tenue de notre dernier congrès au Cape en Afrique du Sud.

J'aimerais remercier le PNDS Tarayya pour cet accueil chaleureux et l'attention particulière dont mes camarades et moi-même font l'objet depuis notre arrivée ici à Niamey. Je dis sincèrement merci à toutes et à tous pour cette organisation qui confirme l'hospitalité nigérienne. Comment pouvait-il en être autrement au pays de notre camarade, son Excellence Mohamadou Issoufou, Président de la République du Niger, dont le tact, l'endurance, la constance dans ses discours et l'amour pour son peuple ont fait de lui le premier citoyen de ce pays. Comme nous disons au Cameroun, Monsieur le président, un seul mot : Continuez !!

Paix, démocratie et sécurité, des mots qui font régulièrement partie de notre langage ; trois mots importants qui se tiennent : Sans la paix, il n'y a pas démocratie, sans démocratie, il n'y a pas de paix, et il n'y a pas de sécurité. Aujourd'hui, les bruits des bottes et les coups de feu au nord du Mali ont mobilisé l'attention du monde, puisque cette situation menace la sécurité de ce pays et celui de tout le sahel ; mais si les maliens étaient restés silencieux, si le Niger et son président Mohamadou Issoufou appuyé par des femmes et des hommes dynamiques n'avaient pas réagi, la communauté internationale n'allait pas être au courant de ces exaltations, les pays membres de la CEDA O n'allaient pas se mobiliser, la France et son président Monsieur François Hollande n'allait pas voler au secours du peuple malien, bref, nous en serons peut être pas là, pour parler de la paix, de la démocratie et de la sécurité. Mais avant cette triste situation, pouvons-nous vraiment dire qu'il y avait la paix au sahel et dans le reste de l'Afrique pour ne citer que notre continent ? La paix n'est pas seulement l'absence de guerre ! Nous ne pouvons pas vivre en paix lorsque plus de la moitié de nos populations n'est pas en paix. Comme nous le savons tous, les femmes qui représentent plus de la moitié de nos populations ne vivent pas en paix à causes des inégalités, des discriminations et des violences qu'elles subissent au quotidien en Afrique et ailleurs. Sans la paix, rien de solide, de durable et de bon n'est possible ; C'est ensemble que nous devons rechercher cette paix et de manière permanente, pour donner une chance à la

démocratie, gage du développement de notre continent. Oui, sans la démocratie, nos pays atteindront difficilement ou pas du tout les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Il s'avère donc capitale de créer les conditions qui vont nous amener à la paix, la démocratie et la sécurité pas seulement au Sahel, mais dans toute l'Afrique ; Nous devons prévenir et lutter contre les inégalités, discriminations et violences faites aux femmes et aux filles et comme les maliens, il faut dénoncer, et comme le Niger, il faut en parler, il faut briser le silence sur ces crimes, pour arrêter la violence.

. La violence faite aux femmes et aux filles est également un crime comme tout autre, mais l'un des crimes les moins poursuivis, l'impunité est encore la norme, mais pas l'exception. Selon un rapport de la Banque mondiale, les femmes âgées de 15 à 44 ans sont plus nombreuses à décéder de mort violente que du paludisme, du sida ou du cancer réunis.

Nous devons également savoir que sur 13 milles violences répertoriées dans le monde, 11 milles sont exercées sur les femmes. Et pourtant, nous parlons de la question malienne, nous recherchons la paix, sans la présence des personnes les plus concernées, sans la présence des femmes et des jeunes ; ces femmes que nous avons vu nombreuses hier à la section inaugurale de notre réunion. Mais aujourd'hui, combien sont elles autour de cette table, que faisons nous de la résolution 1325 du conseil de sécurité de l'ONU qui prône l'importance de la femme dans la résolution des conflits, (femmes, Paix et Sécurité)? Pourquoi ne mettons-nous pas en œuvre les résolutions et recommandations que nous adoptons pour donner une chance à la paix, entre autres :

- le Programme d'Action de Beijing, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF) ;

- Les résolutions 1325, 1820, 1880 et 1890 du Conseil de sécurité de l'ONU ;

- La résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur l'intensification de la résolution de 2012 sur l'élimination de la mutilation génitale féminine ;

- Le Protocole de la Charte des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits de la femme en Afrique (Protocole de Maputo), tout en notant avec intérêt les dispositions de l'article 14 qui appelle les « *Etats parties à veiller à ce que les droits des femmes, y compris en matière de santé sexuelle et reproductive, soient respectés et promus* » et « *à défendre les droits des femmes à la procréation* » ;

- la déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique de l'Union Africaine ;

- La Conférence Internationale Sur la région des Grands Lacs (Protocole de la CIRGL sur la prévention et l'élimination des violences sexuelles à l'encontre des femmes et des enfants) ;

- La Déclaration de Kampala prononcée par les Chefs d'Etat de la CIRGL sur les violences sexuelles et sexistes ;.....Pour ne citer que celles-là.

Plus de 6000 représentants de la société civile se sont inscrits pour participer à la 57^{ème} session de la Commission des Nations Unies sur le Statut de la Femme qui vient de se tenir à New York du 4 au 15 mars de cette année. Parmi ces milliers de participants venus du monde entier pour dire NON à la violence, il y avait des femmes maliennes, des femmes nigériennes et il y avait l'Internationale Socialiste des Femmes (L'ISF) qui ont tenu un événement parallèle en marge de cette session. Je saisis, cette occasion pour féliciter la délégation nigérienne qui a fait honneur à son pays à New York pendant cette 57^{ème} session en dénonçant ces violences au cours d'un événement parallèle organisé conjointement avec L'internationale socialiste des femmes, avec l'appui de la mission nigérienne au près de l'ONU ; Cette délégation conduite par le Dr Maikibi Kadidiatou, Ministre de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'enfant du Niger, appuyer par la présidente Nationale de l'Organisation des Femmes Tarayya-OFT, Mme Yacouba Hadizatou Ousséini, de Mesdames Fatimata Ly, Aichatou Be'ty et bien d'autres .

Tout comme la crise dans le nord du Mali, si ce thème attire l'attention du monde, c'est parce que les violences faites aux femmes et aux filles est un problème de droits humains qui n'a rien à faire avec la culture, la religion, la classe sociale ou le degré d'instruction. C'est tout simplement un crime qu'il faut dénoncer, condamner, punir et stopper ! Ce crime qui se présente sous différents :

-Violences physiques, violences sexuelles, violences psychologiques et morales, violences institutionnelles, ainsi que ces nouvelles formes de violences au nord du Mali, relatives à l'application forcée de lois religieuses, exposant ainsi les femmes et les filles aux risques de violences de toutes sortes.

Plusieurs diront que c'est d'abord de la responsabilité des gouvernements de lutter contre la violence ; mais nous devons savoir que ce sont en général des partis politiques qui mettent en place ces gouvernements une fois au pouvoir, d'où la nécessité pour L'internationale Socialiste (L'IS) d'avoir un sérieux regard sur la question des inégalités, de la démocratie et de la violence faites aux femmes au sein de ses partis membres. Ces violences qui mettent en péril la démocratie à travers des manœuvres antidémocratiques et empêchent la présence des femmes dans les instances délibératives et autres, contrairement à notre idéologie étant que socialistes. Nous ne pouvons pas faire le contraire de ce que nous prônons. Ce n'est d'ailleurs pas le fait du hasard si L'Internationale Socialiste avec son président, le camarade Georges Papandreou lance conjointement avec L'ISF dans les jours à venir, une campagne mondiale pour faire arrêter la violence faite aux femmes.

Cher (e)s ami (e)s, chers camarades, à l'instar de notre mobilisation sur la question de la paix, la démocratie et la sécurité au Sahel, mobilisons nous pour dire NON !.. Aux violences faites aux femmes, brisons le silence pour arrêter la violence et toutes les violences !!

Je vous remercie.

Chantal Kambiwa, Vice-présidente de l'Internationale Socialiste